



SciencesPo.

CERI
CNRS

Kirghizistan : Derrière le masque de l'ethnique

Asel Doolotkeldieva

Doctorante à Sciences-Po rattachée au CERI.

Les affrontements entre des membres des communautés kirghize et ouzbèke, souvent qualifiés de nettoyage ethnique, révèlent en réalité une multiplicité de conflits qui résultent de processus socio-économiques et politiques de longue durée

Le 10 juin dernier, des affrontements violents entre les communautés kirghize et ouzbèke éclataient dans le sud du Kirghizstan, touchant deux de ses provinces multiethniques : Och et Jalal-Abad. Au 29 juin, ils avaient déjà fait officiellement 294 morts et plus de 2240 blessés, mais le bilan réel pourrait dépasser 2000 morts, car la tradition musulmane veut que les cadavres soient enterrés avant le coucher du soleil. En outre, le nombre d'otages et de disparus des deux cotés reste élevé. L'éruption de ces violences, qui a été immédiatement qualifiée par les médias de « nettoyage ethnique », amène un nombre d'observations. D'abord, ce phénomène ne doit pas être examiné isolément d'autres processus politiques que l'on observe au Kirghizstan depuis le renversement du gouvernement, le 7 avril dernier. Ensuite, les pogroms ne sont pas le résultat d'une explosion soudaine de haines accumulées chez deux communautés, mais le fruit de processus socio-économiques et politiques de longue durée. Il n'est donc pas question ici d'un seul conflit, mais d'une multiplicité des conflits.

La lutte de pouvoir entre l'ancien et le nouveau gouvernement constitue le premier d'entre eux. Le gouvernement provisoire actuel accuse la famille Kourmanbek Bakiev, le président renversé le 7 avril, d'avoir organisé les violences et manipulé des rivalités existantes entre les communautés ouzbek et kirghize pour déstabiliser le pays. Les témoignages des

habitants de la ville d'Och font état de la présence des groupes d'hommes qui ont opéré avec une bonne connaissance du plan des quartiers kirghizes et ouzbeks, équipés d'armes modernes et appuyés par des snipers étrangers. Selon cette explication, les Bakiev ne voudraient pas lâcher le pouvoir et mèneraient une « sale » guerre depuis le Tadjikistan, refuge de Janysh Bakiev, frère de l'ex-président lui-même réfugié en Biélorussie. Il est pourtant clair que la carrière politique des Bakiev est finie au Kirghizstan et qu'en accusant les Bakievs le gouvernement provisoire cherche à se défaire de ses propres responsabilités. Il faudra plutôt interroger le rôle de son entourage politique qui est partiellement encore au pouvoir dans les administrations locales et qui voudrait rétablir le statu quo d'avant le 7 avril. Certains de ces hommes ont même créé un parti politique nationaliste, La Patrie. L'implication dans le déclenchement des événements de ces acteurs qui restent au Kirghizstan et veulent miner la constitution parlementaire approuvée par référendum le 27 juin dernier, est beaucoup plus réelle que le projet de retour de Bakiev.

Le deuxième conflit oppose l'Etat aux groupes criminels, mais aussi ces groupes entre eux. En effet, l'économie du sud du pays est en grande partie alimentée par le narcotrafic provenant de l'Afghanistan. Depuis l'arrivée de Bakiev au pouvoir en 2005, le gouvernement central a nettement « coopéré » avec les groupes mafieux ouzbeks et kirghizes pour le contrôle de ce trafic. L'arrivée du nouveau gouvernement en avril a provoqué un début de reformulation des influences respectives des différents groupes criminels dans la zone. L'assassinat le 7 juin, soit trois jours avant le début des violences, d'un criminel ouzbek influent, Aibek le Noir, apparemment par un autre mafieux ouzbek est exemplaire de cette guerre d'influence dans laquelle les tensions ethniques entre ouzbeks et kirghizes ont été mobilisées. Des criminels, pour lesquels le nouveau pouvoir signifie une éventuelle modification du statu quo dont ils bénéficiaient, ont pu être « sollicités » par les partisans de Bakiev dans l'organisation des massacres et des pillages. Pour autant, il ne s'agit pas simplement d'un problème de réseaux mafieux, mais bien d'un processus plus global d'implication de la police et des administrations locales dans ces réseaux. D'où, en partie, leur immobilisme lors des affrontements. On assiste en fait à la criminalisation de l'appareil d'Etat kirghize.

Le troisième conflit oppose les communautés kirghize et ouzbèke autour de la souveraineté pour la première, et de l'autonomie pour la seconde, dans une lutte où réel et imaginaire s'entremêlent. Même si les premiers actes de violence ont été commandités et organisés, ils ont bien été repris par des citoyens ordinaires et se sont enchaînés par de multiples et mutuels actes de représailles et de vengeance. Des kirghizes des régions voisines sont

venus se porter « à l'aide » des kirghizes d'Och ce qui pourrait expliquer les pertes humaines et matérielles plus considérables chez les ouzbeks. C'est aussi pour cette raison qu'il est difficile d'établir qui a pris l'initiative des violences. Une conviction très forte circule parmi la population kirghize selon laquelle les ouzbeks, majoritaires à Och et guidés par leurs leaders, auraient attaqué les kirghizes dans le but de mettre en œuvre un programme politique séparatiste. Il convient de noter que contrairement au conflit de 1990 qui avait opposé les deux communautés à la veille de l'indépendance autour des questions de logement et d'accès à la terre, les groupes des kirghizes qui ont participé aux violences de 2010 n'avaient pas cette fois de programme politique apparent et donc pas a priori de mobiles pour attaquer les premiers. Quant à la communauté ouzbek, elle affirme que les discours revendicatifs prononcés par ses leaders à la veille du conflit exprimaient seulement une demande d'égal accès aux droits politiques et civiques, ainsi que de plus forte représentation au parlement et de reconnaissance d'un statut officiel pour la langue ouzbek.

Quelle que ce soit la vérité, qui reste à établir, ce conflit s'est beaucoup alimenté des dangers réels ou imaginaires ainsi que des peurs mutuelles de l' « autre ». Il met en lumière l'échec de la politique publique des minorités qui depuis l'indépendance a continué de reposer sur la vieille formule soviétique de « tolérance multiethnique ». Les pogroms sont également révélateurs de la difficile construction d'un Etat-nation dont les frontières restent depuis l'indépendance contestées par l'Ouzbékistan voisin et dont le territoire est peuplé par une forte minorité ouzbek. L'Ouzbékistan s'est cependant tenu officiellement à l'écart de la crise récente. En fait, ce pays voisin ne serait intéressé à avoir ni un voisin instable ni des mouvements séparatistes à ses frontières, car il a peur que ce précédent puissent susciter des émules sur son propre territoire : l'Ouzbékistan en effet est peuplé de fortes minorités tadjike, kara-kalpak et kirghize qui ne sont pas vraiment épanouies dans cet Etat hautement autoritaire.